

ANSD

REPUBLIQUE DU SENEGAL

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE
ET DE LA DEMOGRAPHIE

SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DU SENEGAL EN 2010

DECEMBRE 2011

Directeur Général, Directeur de publication**Babakar FALL**

Directeur Général Adjoint	Mamadou Falou MBENGUE
Directeur des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale	Mamadou Alhousseynou SARR
Directeur des Statistiques Démographiques et Sociales	Cheikh Tidiane NDIAYE
Directeur du Management de l'Information Statistique	Mamadou NIANG
Directeur de l'Administration Générale et des Ressources Humaines	Dame DIA
Agent Comptable Particulier (ACP)	El Hadji Amadou DIOP YAGUE
Coordonnateur de la Cellule de Programmation, d'Harmonisation, de Coordination Statistique et de Coopération Internationale	Bineta Mbow GUISSÉ

COMITE DE LECTURE ET DE CORRECTION

Hamidou BA, Abdoulaye TALL, Mamadou BAH, Baba NDIAYE,
Mamadou DIENG, El Hadji Malick GUEYE

COMITE DE REDACTION

0. PRESENTATION DU PAYS	Hamidou BA
1. DEMOGRAPHIE	Mahmouh DIOUF
2. MIGRATION INTERNATIONALE	Madon AWISSI & Awa CISSOKO
3. EDUCATION	Samba NDIAYE
4. EMPLOI	Macoumba DIOUF & Marième FALL
5. SANTE	Nalar K. Serge MANEL & Abdou GUEYE
6. JUSTICE	Jean Pierre Diamane BAHOM
7. ASSISTANCE SOCIALE	Ndèye Aïda FAYE
8. EAU ET ASSAINISSEMENT	Samba NDIAYE
9. AGRICULTURE	Moussa THIAM & Fodé DIEME
10. ENVIRONNEMENT	Mamadou FAYE
11. ELEVAGE	Madiaw DIBO
12. PECHE MARITIME	Astou DAKONO
13. TRANSPORT	Ousmane DIOP
14. TOURISME	Adama SECK
15. BTP	Fahd NDIAYE
16. PRODUCTION INDUSTRIELLE	Maxime NAGNONHOU
17. INSTITUTIONS FINANCIERES	Mody DIOP
18. COMMERCE EXTERIEUR	Daouda BALLE
19. COMPTES ECONOMIQUES	Ngalgou KANE
20. PRIX	Baba NDIAYE
21. FINANCES PUBLIQUES	Abou AW

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

Rue de Diourbel X Rue de St-Louis - Point E - Dakar. B.P. 116 Dakar R.P. - Sénégal

Téléphone (221) 33 869 21 39 / 33 869 21 60 - Fax (221) 33 824 36 15

Site web : www.ansd.sn ; Email: statsenegal@ansd.sn

Distribution : Division de la Documentation, de la Diffusion et des Relations avec les Usagers

ISSN 0850-1491

Introduction

Les années 2008 et 2009 ont été marquées par la survenance de la crise économique et financière internationale qui a plongé l'économie mondiale dans une récession. Les politiques de relance, menées notamment dans les pays avancés et appuyées par les organisations internationales telles que le Fonds Monétaire International (FMI), ont permis de redynamiser l'activité économique mondiale en 2010. Ainsi, le Produit intérieur brut (PIB) mondial s'est accru de 5,0%⁶⁴ en 2010, en termes réels, après un recul de 0,5% l'année précédente. Le rythme de progression de l'activité a été plus soutenu dans les pays émergents et en développement (7,3%) que dans les pays avancés (3,0%).

En particulier, les économies de l'Afrique subsaharienne se sont revigorées en 2010 avec un taux de croissance moyen de 5,0% contre une hausse de 2,8% en 2009, selon les estimations du FMI. Ce relèvement a été, en partie, favorisé par le redressement des échanges internationaux de marchandises à la suite de la reprise globale de l'activité économique mondiale. L'accroissement des cours des matières premières a également eu un impact positif sur les économies africaines, notamment les pays riches en ressources naturelles. Les recettes additionnelles générées par l'exportation de ces types de ressources sont utilisées par certains pays pour financer des investissements publics dans les infrastructures, la consommation publique et apporter une aide aux ménages⁶⁵.

⁶⁴ FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2011

⁶⁵Cf. Banque Africaine de Développement (BAfD), Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) et Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), *Perspectives économiques en Afrique 2010*.

L'activité économique sénégalaise s'est également relancée en 2010 à la faveur de la reprise de l'économie mondiale et des actions entreprises par les autorités sénégalaises pour redynamiser la production. A cet égard, le taux de croissance économique s'est établi à 4,1% en 2010, après 2,1% en 2009.

Ce chapitre présente la situation économique de 2010, à travers l'analyse de l'évolution des indicateurs macroéconomiques ainsi que celle des ressources et des emplois du PIB.

XIX.1. LES INDICATEURS MACROECONOMIQUES

L'économie sénégalaise a été caractérisée par un ralentissement de la croissance durant les années 2008 et 2009, sous l'effet des contrecoups de la crise financière et économique mondiale et de la décélération de certaines activités porteuses de croissance (services de télécommunications, bâtiments et travaux publics ...). A cet égard, la progression du PIB réel est passée de 4,9% en 2007 à 3,7% en 2008 et 2,1% en 2009. **L'année 2010 est marquée par une relance de l'activité économique sénégalaise avec une progression de 4,1% du PIB réel.** Cette reprise s'est faite dans un contexte de relèvement des prix avec une augmentation de 1,4% du déflateur du PIB en 2010. En conséquence, le PIB nominal s'est accru de 5,6% en 2010, après 0,6% en 2009. Le PIB par tête s'est établi à 509 096 FCFA en 2010 contre 495 377 l'année précédente, soit une progression de 2,8%.

La consommation finale en valeur s'est élevée à 5 925 milliards FCFA, après 5 715 milliards FCFA en 2009, soit un accroissement de 3,7%. Il en résulte un taux d'épargne intérieure de 7,0% en 2010, contre 5,2% en 2009.

En dépit d'un redressement en 2010, la progression de la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) en valeur (1,9%) a été moins forte que celle du PIB. Aussi, le taux d'investissement (approché par la FBCF) s'est-il légèrement replié en 2010 (22,2%, après 23,0% en 2009).

Les échanges extérieurs de biens et services ont été caractérisés par un relèvement plus soutenu des exportations (+66 milliards) que des importations (+46 milliards). Les exportations ont augmenté de 4,5% en valeur pour se situer à 1 538 milliards en 2010. En revanche, la progression des importations (en valeur) a été plus modérée (2 490 milliards en 2009 à 2 536 milliards en 2010, soit une hausse de 1,8%). En conséquence, le solde de la balance extérieure des biens et services s'est amélioré de 20 milliards (- 998 milliards en 2010 contre -1018 en 2009). Le déficit extérieur courant, hors transferts officiels, rapporté au PIB est ressorti à 6,1% contre 7,1% un

an auparavant. En outre, le taux de couverture du commerce extérieur, qui traduit le rapport entre les exportations et les importations, est passé de 59% en 2009 à 61% en 2010.

XIX.2. L'EVOLUTION DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS DU PIB

XIX.2.1. L'EVOLUTION DES RESSOURCES DU PIB⁶⁶

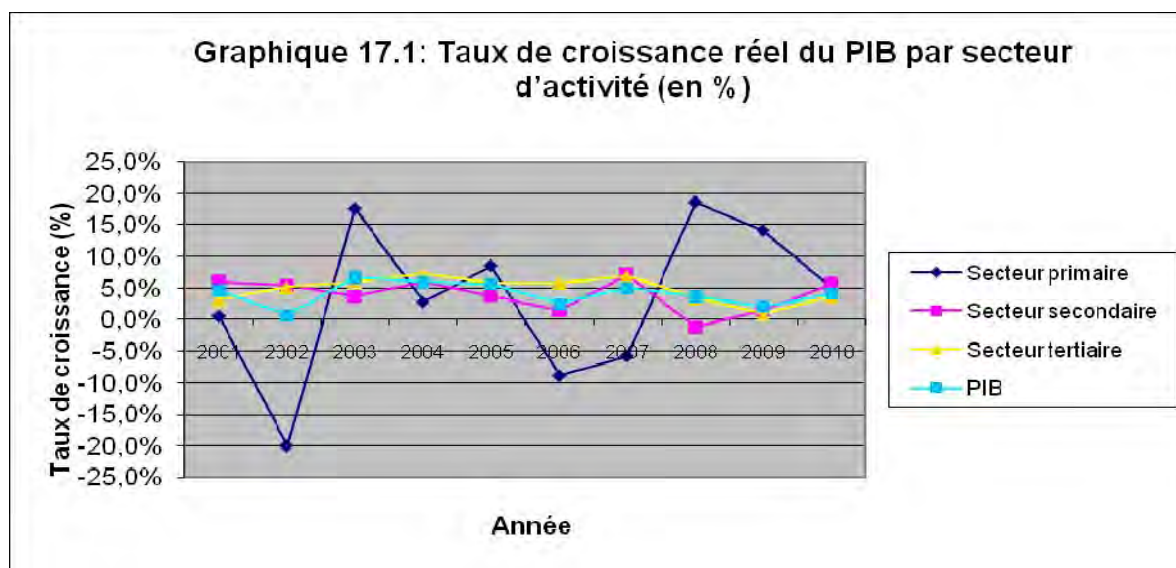
La valeur ajoutée en volume du secteur secondaire, qui représente environ 19% du PIB réel, s'est accrue de 5,6% en 2010, après une progression de 1,3% en 2009. Le dynamisme du secteur secondaire s'explique notamment par le relèvement des branches « *électricité, gaz et eau* » (8,0%), « *construction* » (4,1%), « *fabrication de verre, poterie et autres matériaux de construction* » (20,2%) et « *fabrication de produits chimiques* » (12,4%). La progression de la valeur ajoutée de la branche « *électricité, gaz et eau* » a été favorisée par l'accroissement de la production d'eau courante ainsi que la reprise des activités de GTI pour la fourniture d'électricité, après un arrêt en 2009. En revanche, la production de la SENELEC a décliné de plus de 4%, en raison de la vétusté du matériel de production et des difficultés de trésorerie de cette entreprise. Les activités de construction ont notamment bénéficié de la poursuite des « grands travaux de l'Etat », en particulier ceux de l'autoroute à péage et de l'Aéroport International Blaise Diagne. Cette reprise des activités de construction a, en partie, contribué à accroître la demande en matériaux de construction. En sus, la demande extérieure de matériaux de construction s'est sensiblement accrue avec une augmentation de plus de 50% des exportations de ciment, par rapport à 2009. Les activités de « *fabrication de produits chimiques* » se sont également bonifiées, sous l'effet de la poursuite du redressement des Industries Chimiques du Sénégal, à la suite de sa recapitalisation.

En revanche, les activités de raffinage de produits pétroliers ont poursuivi leur régression avec une baisse de 8,1% de leur valeur ajoutée réelle en 2010, après un recul de 13,8% en 2009. Cette situation est principalement imputable à la persistance des difficultés de trésorerie de la principale entreprise de ce sous-secteur. Les faibles capacités de stockage de produits pétroliers sont également évoquées comme une des entraves à la bonne marche de cette activité. A ce sujet, des initiatives sont actuellement prises par l'Etat et le secteur privé pour endiguer ce problème, avec la mise en place d'une société spécialisée dans le stockage des produits pétroliers.

⁶⁶ Cf. tableau 17.2 de l'annexe ou à la « Note d'analyse des comptes nationaux 2008-2010 » pour de plus amples détails.

La contribution du secteur secondaire à la croissance du PIB s'est élevée à 1,1 point, après s'être établie à 0,3% en 2009.

Graphique 19.1 : Taux de croissance réel du PIB par secteur d'activités (en %)



Le secteur tertiaire (plus de 54% du PIB réel) a enregistré une croissance de 3,7% en 2010, après 0,8% en 2009. Cette évolution est principalement imputable au regain des « services d'hébergement et de restauration », des « services de transport », des « services financiers », des « services aux entreprises » ainsi qu'à la vigueur des « postes et télécommunications ». Les services d'hébergement et de restauration ont progressé de 4,6% en 2010 (après une baisse de 10,6% en 2009), en rapport avec la reprise de l'activité touristique et l'organisation de grands événements tels que le Festival Mondial des Arts Nègres. A ce sujet, les entrées de non-résidents, dénombrés au niveau de l'Aéroport International Léopold Sédar SENGHOR (LSS) de Dakar, ont augmenté de 7,3%, après un repli de 6,6% en 2009. L'accroissement de 5,4% des services de transport résulte d'un redressement du secteur faisant suite à l'arrêt d'Air Sénégal International en 2009 qui avait entraîné un recul de 14,2% des activités du secteur.

La reprise des services financiers (5,7% en 2010, après -2,3% en 2009) est induite par les mesures prises par l'Etat pour favoriser la bancarisation⁶⁷ ainsi que l'amélioration de la situation économique globale. Ce dernier facteur a également eu un impact positif sur les services aux entreprises qui se sont rehaussés de 5,8%, après une baisse de 2,4% en 2009. Après la décélération enregistrée en 2009 (6,8%, après 11,7% en 2008), la branche « postes et télécommunications » s'est revigorée

⁶⁷ Nécessité de disposer d'un compte bancaire pour recevoir un versement de l'Etat supérieur ou égal à 100 000 FCFA.

en 2010 avec une progression de 8,5% de sa valeur ajoutée en volume. Il convient de souligner que les sociétés de téléphonie mobile ont notamment cherché à stimuler la demande par le biais des rabais sur les prix des « cartes de recharge ». Toutefois, la croissance du secteur tertiaire a été contenue par le ralentissement des activités commerciales qui représentent plus de 30% de la valeur ajoutée dudit secteur. La décélération du « commerce » (0,9 % en 2010 contre 1,9% en 2009) est, en partie, imputable à la forte baisse des importations en volume.

Le secteur tertiaire est celui qui a le plus contribué à la progression de l'activité économique durant l'année 2010. En effet, elle a contribué à 2,0 points à la croissance de 4,1 % du PIB réel.

Le secteur primaire⁶⁸ (15,3% du PIB réel en 2010) reste dynamique en dépit de son ralentissement en 2010. Sa valeur ajoutée, en termes réels, s'est accrue de 5,0% en 2010 (après 14,0% en 2009) en relation avec la progression de l'« agriculture industrielle » de l'« élevage et chasse », de la « sylviculture et exploitation forestière » ainsi que des activités extractives.

La valeur ajoutée (VA) de l'« agriculture industrielle » s'est accrue de 21,6% en 2010 en termes réels. Elle a bénéficié notamment de la forte augmentation de la production d'arachide d'huilerie (24,6%) et de la production de coton (17,9%) durant cette période. La VA (en volume) de la branche « élevage et chasse » s'est bonifiée de 6,6% en 2010, sous l'effet de l'augmentation des effectifs de bovins, d'ovins, de caprins ainsi que de la volaille. La VA en volume de la « sylviculture et exploitation forestière » a enregistré un accroissement de 5,4% en 2010, en relation avec le relèvement de la production de charbon de bois. Celle-ci semble s'être substituée partiellement au butane dans la consommation de combustibles par les ménages. La production de butane a diminué de 27,6% en quantité et les importations de ce produit ont reculé de 13,5% selon les données douanières. Cette situation pourrait être liée à la remontée des prix à la consommation du gaz butane, à la suite de la levée des subventions sur certaines catégories de bouteilles de gaz butane.

En revanche, la valeur ajoutée en volume de l'« agriculture vivrière » a régressé de 2,5% en 2010, en dépit de la forte hausse de la production de riz paddy. La production de la plupart des produits vivriers, en particulier le maïs, le sorgho, le manioc, les pastèques, s'est inscrite à la baisse durant la dernière campagne agricole.

⁶⁸ Y compris les « activités extractives »

L'activité de la pêche s'est également replié de 0,5% à la suite de la diminution des débarquements des pêches artisanale et industrielle. Cette situation s'explique principalement par les difficultés d'accès rencontrées en 2010 par les pêcheurs, au niveau des eaux de la sous région.

Par ailleurs, après le « boom » enregistré en 2009, sous l'effet du développement des activités de production d'or, les activités extractives ont marqué une décélération en 2010, contribuant à l'amointrissement de la croissance du secteur.

Ainsi, la contribution du secteur primaire à la croissance a sensiblement fléchi en 2010 (0,8 point, après 1,9 point en 2009).

Le niveau général des prix, approché par le déflateur du PIB, est ressorti en hausse de 1,4% en 2010, après un repli d'une même ampleur l'année précédente. L'évolution modérée des prix, durant les deux dernières années, fait suite aux fortes inflations enregistrées en 2007 et 2008, en liaison avec la flambée des cours mondiaux des produits pétroliers et des denrées alimentaires. En 2009, les prix se sont globalement comprimés. Ce recul a été, en partie, induit par le ralentissement de l'activité économique mondiale qui s'est traduit par une décélération de la demande.

L'appréciation des prix au cours de l'année 2010 a surtout concerné les produits du primaire (+ 2,8%) et, dans une moindre mesure, ceux du secteur tertiaire (+ 0,4%). L'évolution des prix des produits du primaire est essentiellement liée au renchérissement des produits de « la sylviculture et l'exploitation forestière » tels que le charbon de bois et les produits de l'extraction (en particulier ceux de l'or brut). Les prix des produits halieutiques et ceux de l'agriculture se sont également relevés.

La hausse des prix des services a été notamment causée par l'augmentation de ceux des services sociaux, en particulier ceux de la « santé et action sociale ». Toutefois, cette augmentation a été atténuée par le repli des prix de certains services tels que les « postes et télécommunications », sous l'effet des fréquentes « promotions » sur les recharges téléphoniques.

XIX.2.2. L'EVOLUTION DES EMPLOIS DU PIB

Les emplois du PIB ont été caractérisés par un accroissement de la demande finale intérieure et des exportations nettes de biens et services (cf. tableau 19.3).

La consommation finale (CF) en volume a augmenté de 2,4% en 2010, après 3,2% l'année précédente. Ce ralentissement est principalement imputable à celui de la consommation finale privée qui est ressortie en hausse de 2,2% en 2010, après avoir progressé de 3,3% en 2009. L'accroissement de la consommation finale privée a été contenu, en 2010, par le recul de l'autoconsommation des ménages, en liaison avec la diminution de la production de l'agriculture vivrière. En revanche, la consommation finale publique s'est légèrement améliorée avec un taux de croissance en volume de 3,1% en 2010 contre 2,9% l'année antérieure.

La contribution de la consommation finale à la croissance du PIB s'est établie à 2,2%. Toutefois, cette contribution est en retrait par rapport aux années précédentes, en raison de la décélération de la consommation finale privée.

La Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) en volume s'est globalement accrue de 1,5% en 2010, après un recul de 4,5% en 2009. Cette évolution a été favorisée par la vigueur de la FBCF publique qui s'est bonifiée de 9,1% en 2010, en rapport avec la poursuite de la réalisation d'infrastructures routières et aéroportuaires.

A l'opposé, la FBCF privée s'est contractée pour la deuxième année consécutive (-1,4% en 2010, après une baisse de 8,5% en 2009). Les entreprises privées ont notamment réduit leurs investissements en biens d'équipement importés au cours de la période 2009 - 2010. Ces types de biens, qui représentent environ 90% de la FBCF hors construction, ont régressé de près de 8% durant la période sus mentionnée. Ce resserrement a été amoindri par l'accroissement de la FBCF en construction qui s'est revigorée en 2010.

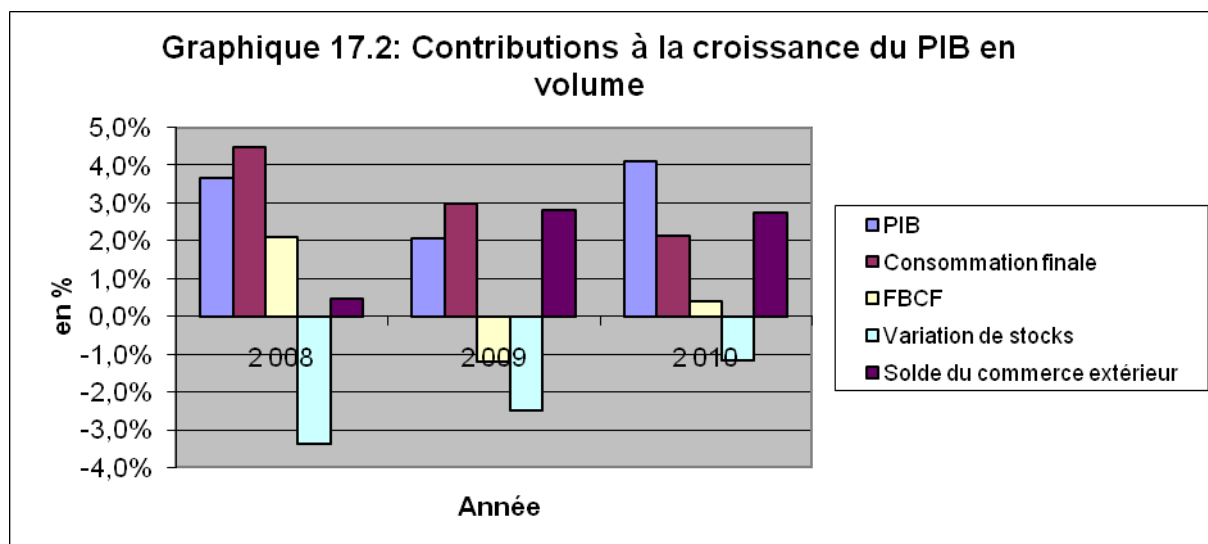
Au total, la contribution de la FBCF à la croissance s'est établie à 0,4 point contre -1,2 point en 2009.

Quant aux échanges extérieurs de biens et services en volume, ils ont été marqués par un relèvement de 2,6% des exportations et une régression de 5,9% des importations. Le relèvement des exportations est surtout attribuable à la progression

des ventes extérieures des produits arachidières, du ciment, des phosphates et de l'acide phosphorique. Au total, le solde extérieur des biens et services s'est accru de 23,1% en volume, contribuant positivement à la croissance économique.

Cette contribution s'est située à un niveau sensiblement égal à celui de 2009 (2,7 points en 2010, après 2,8 points en 2009).

Graphique 19.2 : Contributions à la croissance du PIB en volume



Les prix des emplois du PIB ont globalement rebondi en 2010, en liaison avec l'augmentation des prix de la consommation finale, de la FBCF et des exportations⁶⁹.

Les prix de la consommation finale se sont relevés de 1,3% en 2010, sous l'effet notamment du renchérissement des produits alimentaires et des boissons (alcoolisées et non alcoolisées). Les prix des exportations se sont également accrus de 1,9%, en rapport avec l'augmentation des cours des produits halieutiques, des produits pétroliers raffinés et de l'acide phosphorique. Quant aux prix de la FBCF, leur progression (0,4%) a été atténuée par le repli de ceux de la FBCF publique (-1,2%), en liaison avec la contraction des prix des BTP qui en constituent la principale composante.

Par ailleurs, les prix des importations se sont sensiblement redressés en 2010 avec une hausse de 8,2%, après la forte chute (-17,4%) notée en 2009. Ce relèvement est essentiellement imputable à l'augmentation des cours du pétrole brut, de l'huile brute végétale et de certaines céréales telles que le maïs, le blé et le riz.

⁶⁹ Cf. tableau 17.3 de l'annexe.

CONCLUSION

Après une période 2008-2009 marquée par la survenance de crises économique et financière internationales, l'activité économique mondiale s'est redressée en 2010 à la faveur des politiques de relance menées notamment dans les pays de l'OCDE. Toutefois, la croissance a été plus vigoureuse dans les pays émergents et en développement que dans les économies avancées. Dans ce contexte, le Produit intérieur brut du Sénégal a enregistré un accroissement de 4,1% en termes réels. Ce rebond de l'activité économique est principalement attribuable à la reprise du secteur tertiaire, en liaison avec la vigueur des postes et télécommunications, des services financiers et des activités de services aux entreprises. Au total, ce secteur a contribué à 2,0 points à la croissance du PIB. Les contributions des secteurs primaires et secondaires se sont établies respectivement à 0,8 point et 1,1 point et celle des taxes nettes sur les produits s'est située à 0,3 point.

Du point de vue de la demande, la croissance a été notamment soutenue par la consommation finale (2,2 points de croissance affectés à la CF), les exportations nettes de biens et services (2,7 points) et, dans une moindre mesure, la FBCF publique (0,6 point).